

# SolidaritéS questionne une prostitution confinée

Lausanne

## **Le parti, avec Fleur de Pavé, a ouvert le débat sur la décision de la Ville de restreindre la zone dédiée**

En écho à la décision du Conseil communal, mi-février, de réduire le périmètre de prostitution lausannois, SolidaritéS a souhaité nourrir le débat, jeudi soir à l'Espace Dickens. Pour «confronter les approches et réfléchir aux moyens d'aider les personnes concernées», le parti avait invité l'association Fleur de Pavé ainsi que Morgane Merteuil, militante féministe française et travailleuse du sexe. Devant une centaine de personnes, les intervenants ont dénoncé «un avenir où travailleurs et travailleuses seront précarisés par une augmentation des risques et une prévention fragilisée». Un avenir où la prostitution sera interdite sur la rue de Genève et l'avenue de Sévelin notamment, faisant passer la zone dédiée de 1700 mètres à 700 mètres linéaires.

Fleur de Pavé a une nouvelle fois regretté que les principales personnes concernées ne soient pas prises en considération par les autorités. «Il est question de chiffres, de mètres carrés, de plaintes et de déchets, mais jamais de qui sont ces travailleuses. Même dans le cadre d'un groupe de suivi du projet, personne ne les invite», déplore la directrice, Silvia Pongelli. Pour l'association, la Ville n'a jamais envisagé de faire cohabiter prostitution et habitation dans ce quartier qui voit fleurir les logements. «Il faut arrêter de croire que c'est inconciliable. Une quinzaine de filles sur

un trottoir, est-ce vraiment une menace?» questionne Morgane Merteuil.

Pour juger la décision municipale, les intervenantes évoquent Zurich et Lucerne, où Fleur de Pavé pointe une perte de contact avec les structures sociales et une détérioration des conditions de travail; Paris aussi, où Morgane Merteuil estime que «rien n'est résolu quand les bars à putes de Pigalle sont remplacés par des magasins bio».

Une confrontation d'exemples et de points de vue souhaitée par les organisateurs. «Le fait d'avoir une vision extérieure au cadre lausannois permet de prendre du recul et de ne pas se cantonner à une volonté abolitionniste. En tant que gauche radicale, il nous faut défendre les personnes prostituées et écouter leurs préoccupations», souligne Maimouna Mayoraz, membre de SolidaritéS et militante féministe . Romaric Haddou